

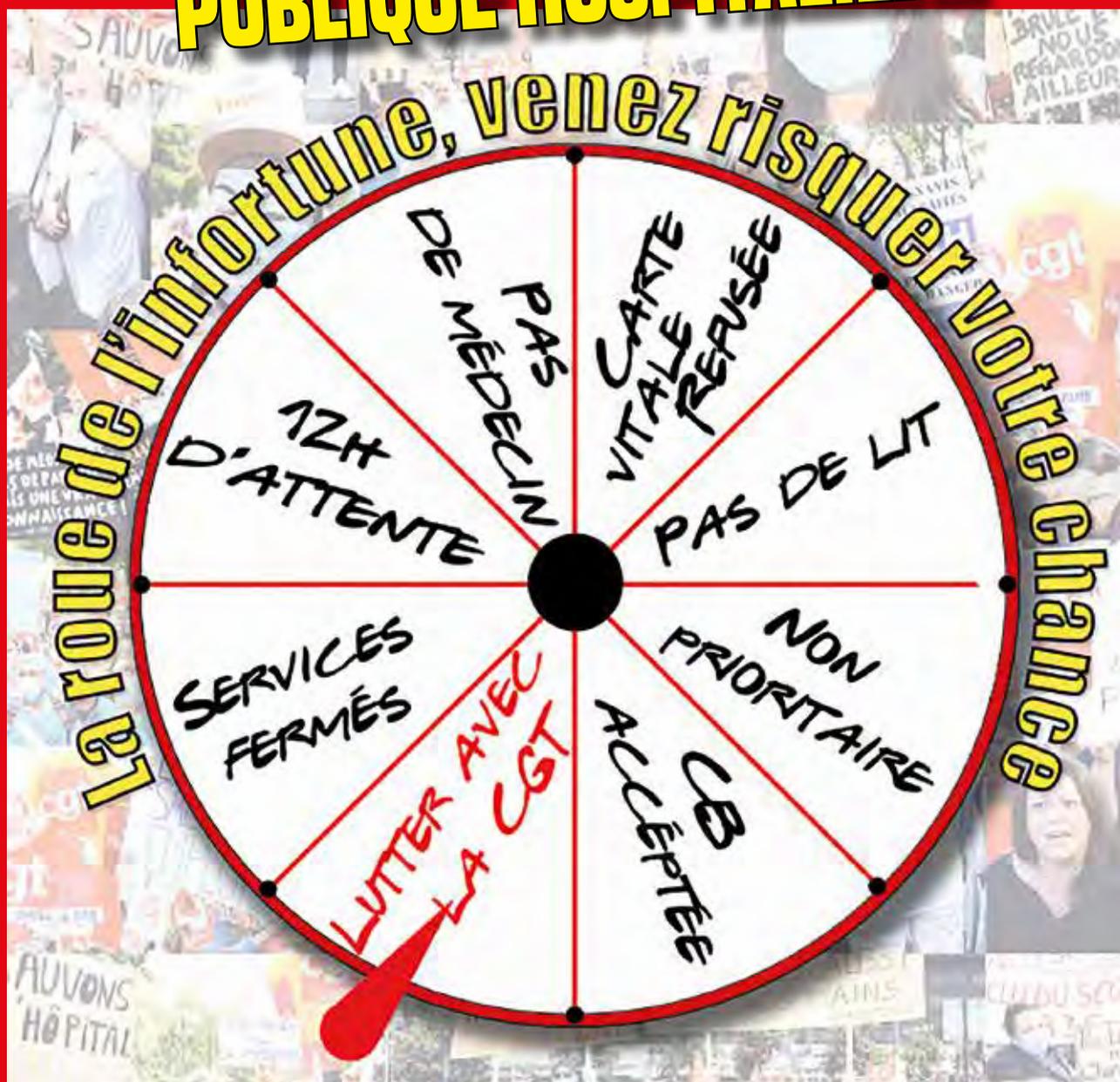
PERSPECTIVES 199

SANTÉ | ACTION | SOCIALE



6 février 2024

JOURNÉE FÉDÉRALE DE RASSEMBLEMENT DES SYNDICATS DE LA FONCTION PUBLIQUE HOSPITALIÈRE





HANDICAP

Ensemble pour une société plus juste et plus inclusive !

Chez Malakoff Humanis, nous mettons tout en œuvre pour améliorer le quotidien des personnes handicapées.

Nous soutenons des initiatives innovantes et encourageons les entreprises à adopter des politiques inclusives. Et nous sommes là pour nos assurés handicapés en offrant une assistance téléphonique et un soutien financier pour adapter leur maison et acquérir l'équipement dont ils ont besoin.

Découvrez tout l'accompagnement dont vous bénéficiez en scannant ce QR code.



 **malakoff
humanis**

SANTÉ - PRÉVOYANCE - RETRAITE - ÉPARGNE

ÉDITO

- 4-5 | **Invitation**
- 6-11 | **Rapport
introductif**
- 12-17 | **Quelques
extraits des
interventions**
- 18-19 | **Intervention
de l'UFR**
- 20 | **Adresse aux
syndiqué.e.s**
- 21 | **Bilan et
perspectives**



Delphine GIRARD
Espace revendicatif

Le 6 février dernier, la journée fédérale de rassemblement des syndicats de la Fonction Publique Hospitalière s'est déroulée dans un contexte social et politique plus que particulier, dans une actualité plus que douloureuse dans notre champ professionnel.

270 délégué.e.s venu.e.s de tout le territoire ont débattu devant l'écroulement des établissements de la FPH. Ils et elles ont exprimé la nécessité et leur volonté de construire un mouvement d'ampleur. Ils et elles ont appelé toutes les structures CGT de notre fédération, en lien avec l'interprofessionnel, à construire un processus d'information, de consultations, de décisions avec les syndicats, avec les syndiqué.e.s, avec les salarié.e.s, un processus qui porte l'ambition d'amplifier les luttes et de les faire converger, un processus qui allie réactivité, détermination et endurance.

Le service public de santé et d'action sociale souffre, meure des conditions de travail qu'il « offre », de la perte d'attractivité qu'il subit. Pour répondre aux enjeux, le gouvernement doit ouvrir des négociations sur la question des salaires et des effectifs.

Nos établissements ne souffrent pas de déficit, mais de sous financement. Or, il n'y a pas de crises d'argent public, notre pays est champion d'Europe des aides publiques. Les propositions CGT sont crédibles et portent le développement de moyens pour construire une société équilibrée et apaisée.

"Toutes les raisons sont là pour amplifier le combat, organisons-nous en conséquence", tel était le message des délégué.e.s des syndicats.

Publication de la Fédération
de la santé et de l'action sociale
Commission paritaire n° 0228 S 06676
ISSN : 0299-0369
Tirage : 70 000 exemplaires
Directrice de la publication :
Mireille STIVALA
Rédacteur en chef :
Jérémi PRIGENT
263, rue de Paris - case 538
93515 Montreuil CEDEX
Tél. 01 55 82 87 47 / 87 70
Impression :
RIVET PRESSE ÉDITION
Tél. 05 55 04 49 50



INVITATION

Cher, Chère Camarade,

En cette fin d'année, nous constatons partout une accélération de la dégradation de notre système de santé. Malgré les alertes, les suppressions de lits publics continuent, les fermetures des urgences et de maternité se généralisent, les établissements ont les plus grandes difficultés à payer les factures de leurs fournisseurs et les témoignages d'incidents graves se multiplient. La psychiatrie, le secteur du grand âge, la prévention de l'enfance, aucun secteur n'est épargné. Le projet de casse du service public s'accélère.

Nos collègues sont à bout : débordés par des conditions de travail intenable, par le temps perdu à chercher des lits qui ont été fermés, par le manque de personnel qui oblige à revenir sur les repos, par des salaires trop bas et la non-compensation de la perte de pouvoir d'achat en 2023... La gouvernance de nos établissements est de plus en plus autoritaire, nous constatons partout une augmentation forte des rapports et conseils de discipline. Le dialogue social n'existe quasiment plus et les droits syndicaux sont bafoués. Ce contexte se met en place au détriment de la liberté d'expression...

Le passage du PLFSS 2024 au canon du 49-3 démontre une chose, le ministère et les ARS veulent continuer à dégrader les conditions de travail, à bloquer les salaires, à barrer l'accès des soins, à affaiblir le statut qui nous unit. En asphyxiant financièrement nos établissements, le Ministère de la santé fait passer le message aux directeurs et aux chefs de pôle ou de services : « A vous de trouver encore plus d'économies à faire en 2024. »

Seuls la mobilisation et le rapport de force peuvent changer cette situation

Nos syndicats luttent tous les jours contre cette destruction organisée. La question de rompre l'isolement des luttes locales pour contraindre le ministère à l'ouverture de négociations sur la base de nos revendications nous est désormais posée.

Le 15 septembre 2023, l'appel du CNF a formulé l'orientation suivante :

« Prenant en compte l'extrême gravité des attaques contre l'hôpital public, le CNF décide de rassembler en assemblée générale, un maximum de délégués des hôpitaux, à prendre ensemble les décisions de mobilisation nécessaires ».

Sur cette base et dans le cadre d'un processus 2024 plus large, intégrant l'ensemble du champ fédéral, la Commission Exécutive Fédérale invite les syndicats de la FPH à s'organiser pour participer à cette journée importante dans notre processus de décision.

Ce moment dont l'ambition est de réunir 250 secrétaires de syndicats (ou représentant-es) est une initiative inédite par son périmètre et son ampleur. Nous voulons la réussir et le faire savoir ! Pour ce faire, nos syndicats doivent d'abord s'inscrire. Cela permettra au travers les USD, de soutenir d'emblée l'impulsion puis la coordination de tout le travail préparatoire.

Nous devons préparer une riposte à la hauteur des attaques qui se concentrent contre le système de santé publique et contre les droits des salarié-es. Nous allons parler de ce qui préoccupe les syndiqué-es tous les jours, dans la perspective d'une dynamique nationale pour stopper tous ensemble ces offensives.



Le mardi 6 février, c'est commencer à rassembler des forces pour l'amplification et la convergence des luttes !

Nous invitons les syndicats et les USD à travailler le plus collectivement possible au mandatement des camarades et aux interventions à porter pour que cette journée puisse être celle du plus grand nombre et qu'elle permette de nous aider à travailler concrètement la coordination de nos activités. Ainsi, cette journée pourra se poursuivre dans les territoires à partir de la synthèse que nous pourrons faire.

Déroulement

L'ampleur du niveau de destruction de la Fonction publique hospitalière a des conséquences dramatiques pour les agent.e.s et pour la population. La récente fusion du ministère de la Santé et du ministère du Travail, ainsi que les « états de service » de notre nouvelle ministre qui n'augurent rien de bon en matière de réponses à nos revendications.

Avec 260 délégué.e.s inscrit.e.s, cette journée montre la volonté des syndicats à poursuivre la lutte et à trouver collectivement les moyens de bloquer les attaques que subit l'Hôpital et tous les établissements de la FPH.

Ce doit être un moment fondamental pour la construction d'un rapport de force capable d'obliger ce gouvernement

de rendre à la Fonction publique hospitalière les moyens humains et financiers nécessaires à assurer ses missions de service public.

Depuis des années, les luttes se multiplient dans notre secteur. Ce rapport de force, nous ne le gagnerons pas seuls ou par des luttes isolées. Aujourd'hui, il est temps d'arriver à construire une véritable offensive générale.

Une part importante de la journée sera consacrée aux interventions de la salle.

Afin de permettre la prise de parole du plus grand nombre de participant.e.s, ces interventions devront respecter une durée de 3 minutes par personne. Nous vous invitons à les préparer le plus collectivement possible.

Mireille Stivala, secrétaire générale de la Fédération, Sophie Binet, secrétaire générale de la confédération, Céline Verzéletti, membre du bureau confédéral (Fonction Publique d'Etat) et Baptiste Talbot, membre de la CE confédérale (Fonction Publique Territoriale) participeront à nos travaux tout ou partie de la journée. ■



©Yvon Le Bars - Facebook : yvon.lebars.50 - Instagram : yvon_le_bars

RAPPORT INTRODUCTIF



Camarades,

Nous sommes près de 270 participants, il n'y a quasiment plus de place dans la salle. C'est donc avec un enthousiasme particulier que je vais ouvrir la discussion.

Je commencerais mon introduction par cette phrase tirée du communiqué confédéral du 25 janvier : « La CGT appelle ses militantes et ses militants, partout où c'est possible, à créer les conditions permettant de faire converger les revendications des salarié.e.s, des travailleuses et des travailleurs agricoles et des agricultrices et des agriculteurs. Nos échanges doivent permettre d'élargir la mobilisation et de créer des convergences sur les moyens de vivre de son travail, de bien manger, tout en protégeant notre santé et celle de la planète ».

Je trouve que cette formule concentre toutes les questions qui nous sont posées.

Il y a eu un mouvement de sympathie énorme et massif dans la population, chez les hospitaliers comme chez tous les salarié.e.s pour la mobilisation des paysans. D'abord parce que pouvoir vivre de son travail c'est bien le minimum et ça parle à tout le monde. Mais aussi parce que l'on a tous senti que le gouvernement prenait peur devant ce mouvement parti par en bas. On a senti que, pendant 10 jours, le gouvernement et les dirigeants de la FNSEA n'arrivaient pas à imposer aux agriculteurs de lever les barrages. Les paysans ont bloqué. Et puis ils ont commencé à monter sur Paris pour que le gouvernement réponde à leurs demandes. Et là, le

gouvernement a été très inquiet, Darmanin a sorti ses blindés. Et on s'est tous posé la question : est-ce que ce n'est pas dans ce sens qu'il faut s'engager pour faire céder Macron ?

Nous sommes tous là, à la fois pour une raison particulière que chacun pourra exposer dans la discussion, et également pour la même raison, à savoir comment bloquer la politique de ce gouvernement à laquelle nous sommes tous confrontés et qui prend des formes diverses.

Comment avancer sur nos revendications face au gouvernement Attal-Macron ?

Toutes nos équipes syndicales cherchent comment empêcher telle ou telle mesure mise en œuvre par sa direction. Mais est-ce que toutes ces mesures, cette pression, ce climat insupportable, ne trouvent pas leur origine dans les décisions qui sont prises au ministère ?

Je pense qu'il est indispensable de prendre le temps de préciser ce à quoi nous sommes confrontés, non pas pour se plaindre de tout ce qui va mal, mais bien pour avoir une compréhension commune de ce qui est en train d'être détruit et que nous voulons sauver et pour cela, affirmer les revendications autour desquelles dresser la résistance organisée des collègues, avec leur syndicat et au premier rang la CGT.

Je pense que l'on sera tous d'accord pour dire que la volonté du gouvernement est délibérément de détruire toutes les conquêtes ouvrières dans ce pays. Ils veulent délibérément détruire la conquête la plus fondamentale : celle du droit à se soigner.